

4

D É F E N S E

D E

M. N E C K E R ,

C O N T R E

M. LE COMTE DE MIRABEAU.

DEFFENSE

DE

M. NICKER

COMTE

M. LE COMTE DE MIRABEAU.

4
D É F E N S E

D E

4
M. N E C K E R,

C O N T R E

M. LE COMTE DE MIRABEAU,

*Précédée de quelques Observations sur
les Mémoires dont Paris est inondé.*

Par M. L. C. G. k



A L O N D R E S.

I 7 8 7.

DEFEINSE

M. N. E. C. K. E. R.

8

AVANT PROPOS

C O N T E N A N T des Observations sur
les Mémoires dont Paris est inondé
aujourd'hui.

AVANT ma réponse sur l'administra-
tion de M. Necker , je supplie qu'on me
permette de faire quelques réflexions pré-
liminaires sur cette guerre de plume qui
vient de s'élever parmi les Ecrivains de
cette Capitale , dont les manifestes sont
déposés dans les Brochures & les Mé-
moires apocriphes ; ouvrages dictés par l'a-
nimosité & l'esprit de parti, plus propres
à faire lire qu'à faire penser.

Il n'est pas aisé de dire par quelle fa-
talité le siècle le plus éclairé qui fut ja-
mais , a fait de la littérature un pur bri-
gandage. Les Auteurs s'attaquent & se

battent jusqu'à la mort comme des dogues anglois.

L'Imprimerie, faite pour fixer les idées des hommes , & faire passer à la postérité les nouvelles découvertes des Arts , ne lui laisse plus que des monuments de rage & de fureur : c'est à qui emploiera les mots les plus indécents ; c'est à qui se servira des termes les plus offensans. Serions-nous au bout des connoissances & du savoir ? ne nous resteroit-il que des libelles à publier ? cette longue suite de siècles employés à perfectionner l'esprit humain seroit-elle arrivée à son terme ? N'aurions-nous plus rien à apprendre ? tristes réflexions !

Les anciens qui connurent le danger de cette licence défordonnée la défendirent par des loix très-sévères , quelquefois même ils infligèrent la peine de mort aux plus

scandaleux, leur donnant le nom d'assassins. En effet, un Auteur qui en attaque un autre par un libelle diffamatoire, mérite ce châtement ; car quoiqu'il ne le tue point, il lui fait souvent plus de mal que s'il lui ôtoit la vie.

Le siecle de Louis XIV qui encouragea les Arts, n'éprouva point cette maladie de l'esprit humain ; cette contagion étoit réservée à notre génération : toutes les disputes sur les sciences (car les sçavants ont toujours disputé) donnoient de l'émulation sans offenser. Cette maniere de s'instruire est la seule qui puisse faire des progrès, parce qu'elle ne laisse point d'aigreur dans l'esprit.

Si on lit avec attention les Satyres de Boileau, les Caractères de la Bruyere, les Pensées de la Rochefoucault, les Lettres Provinciales de Pascal, ouvrages de

littérature qui passoient dans ce temps-là pour des écrits vifs & ardens , on y trouvera une morale douce & insinuante à côté d'une saine critique. Cette critique qui ne blessait point l'amour propre , laissait à l'ame la tranquillité nécessaire pour l'éclairer ; & certes , jamais Société littéraire ne jouit mieux de cette franchise & de cette bonhomie , que celle qui se forma sous ce règne.

Le François est naturellement bon , l'offense réfléchie n'entre point dans son caractère : un peuple vif , léger , inconstant , n'est point méchant.

Il lui falloit un précurseur qui , en lui gâtant le goût , lui donnât celui des écrits ardents , furieux , qui franchissent les bornes de l'honnêteté littéraire , & qui se mettent au-dessus de toutes les bienséances des livres.

M. le Comte de Mirabeau parut , & le style honnête & bienséant disparut. C'est le premier , (si on en excepte quelques libelles diffamatoires dont les Auteurs ont été punis) c'est le premier qui ait employé l'arme personnelle , la plus mauvaise , la plus dangereuse dont un Ecrivain puisse se servir , parce qu'elle perpétue les mauvais ouvrages de critique , & laisse après elle des traces de vengeance qui s'étendent au loin.

Il ne faut souvent qu'un homme pour corrompre toute une Nation : son exemple est devenu contagieux.

Une brochure indécente n'a pas plutôt paru , qu'une seconde malhonnêteté la suit de près. Les mémoires diffamatoires se succèdent avec une rapidité étonnante. Maisons publiques , réduits particuliers , cabinets de littérature , rendez-vous , caffés ,

jardins , tout en est plein. On ne voit plus que des écrits injurieux.

Depuis qu'il s'en est pris aux compagnies de commerce, aux établissemens de finances, aux banques & aux Banquiers, qu'il a insulté tous les ordres des Négociants, qu'il a appelé les Agioteurs, une caverne de voleurs, &c. il n'y a plus rien eu de sacré dans la littérature: on ne voit plus que des écrits injurieux; on ne lit plus que des Mémoires scandaleux, les Tribunaux sont attaqués, les Magistrats sont diffamés, &c. Cette maladie s'est étendue jusques chez les Financiers.

Un Banquier connu dans le monde, puisqu'il a publié son nom, faute de victimes étrangères, s'en est pris à son propre honneur: il a publié un Mémoire de quatre - vingt pages seulement,

pour prouver que sa femme est une fille , & il le prouve si bien , que tout Paris en convient. Il n'a pas honte de dire que sa femme est enceinte des œuvres d'un autre ; & afin que qui que ce soit ne l'ignore , il l'a fait renfermer dans une maison de force. Alors paroît sur la scene un défenseur du beau sexe. Un Chevalier dévoué au service des Dames , qui sur le bruit de la renommée , & l'exposé d'un simple Mémoire de la femme enceinte , parce qu'elle est enceinte , prend sa défense , se démene , se tourmente , court à la police , plaide la cause de la femme emprisonnée , vole chez M. de Maurepas , s'intrigue auprès de M. de Vergennes , expédie un Prince à Versailles pour parler à M. Amelot ; il y va lui-même au moins six fois. Enfin , il confond le Ministre avec l'Administration , son mari est un

tyran, la femme enceinte est honnête, il obtient son élargissement alors il vole à sa prison, UN DE PAR LE ROI à la main, & délivre la Dame qu'il n'avoit jamais vue : c'est bien modeste ! un Ange seul peut être capable de cette belle action. Il faudroit être sorcier pour deviner que cet homme fier, hautain, superbe, audacieux, rempli d'orgueil & de vanité, ait tant d'humanité ; sur-tout il faudroit être plus que sorcier pour deviner qu'il soit si désintéressé. Le mémoire qu'il publie à ce sujet sur sa générosité & sa grandeur d'ame, est très-étonnant ; car il dit des choses impossibles.

Mais ce qui est très-possible, c'est la taxe de trente sols qu'il leve sur la curiosité du public. Ce dernier fait est exactement vrai, car chacun, en achetant son

Mémoire, l'a éprouvé. Il l'a divisé en deux points , auxquels il a donné à chacun la même valeur numéraire. C'est la première fois qu'on ait partagé un Mémoire en deux moitiés , pour avoir deux fois la même somme. Cette doublure de rôle est d'un Auteur qui a tous les talents qu'il faut pour devenir Procureur.



R É P O N S E.

M. L E Comte de Mirabeau avoit attaqué dans sa dernière brochure les vendeurs & les acheteurs d'actions. Dans celle-ci, il quitte la basse région de l'agiotage, pour s'élever à la grande administration. M. Necker, ci-devant Contrôleur - Général, sous le nom de Directeur des Finances, devient son Champion. Quel assemblage, grands Dieux! quels noms on trouve placés ici à côté l'un de l'autre : Mirabeau & Necker, deux hommes diamétralement opposés par leur caractère, leurs mœurs, leurs manières, leur génie, leur esprit, leurs talents, & leurs différents genres d'occupation.

M. le Comte de Mirabeau commence l'attaque par des injures personnelles. Il publie » que M. Necker n'a aucun » principe bien assis, aucune idée pro-

» fonde , aucune étude , aucune connoif-
 » fance , aucun fyftême ; qu'il n'a écrit au-
 » cun ouvrage où il y ait une feule page
 » de méditation ; qu'il poulle l'ignorance
 » jufqu'à n'avoir lu aucun livre écrit
 » avant lui chez les Anglois , chez les
 » François , & à Genève même fa pa-
 » trie ; que fes ouvrages font remplis
 » d'erreurs & de lourdes bévues auffi fur-
 » rannées que groffieres ; en un mot des
 » contradictions manifestes , & des pau-
 » vretés prefqu'inconcevables , &c. »

Il n'y a qu'une plume vénale , vendue
 à la haine & à l'animofité d'un parti ,
 qui puiſſe s'exprimer ainſi.

Ce ne font là cependant que des
 mots. Voici une imputation malhon-
 nête fur cet homme d'Etat. Il s'expri-
 me ainſi dans ſa premiere Lettre à M.
 de la Cretelle : *A l'égard de la droiture*
de cet Ex-Miniftre , je ne peux pas vous
dire ce que j'en penſe , & probablement
je ne le dirai jamais. Cette réſerve eſt
 trop parlante pour n'en pas dire plus que

de ce qu'elle suppose ne pas dire. Voilà le langage de la calomnie qui publie ce qu'elle affecte de tenir caché. Comment , pourroit-on lui dire , tairiez-vous ce que vous savez , puisque vous publiez ce que vous ignorez ?

Il ajoute que M. Necker ne connoit pas la finance , & qu'il n'a pas même une idée nette de la banque. Mais vous , Monsieur le Comte, pourroit-on lui répondre, en avez-vous une bien dictincte ? qui vous l'a enseignée ? où l'avez-vous apprise ? car pour dire à un homme qu'il ne fait pas une chose , il faut la savoir mieux que lui.

Rien ne découvre mieux le désordre qui regne aujourd'hui dans la République des lettres, que cette confusion d'Ecrivains qui sont étrangers aux matieres qu'ils traitent , qui parlent dans leurs livres de ce qu'ils ne savent pas , & qui écrivent sur tout ce qu'ils ne connoissent pas. De là vient cette foule d'ouvrages apocrifès dont la France est remplie :

bibliothèque immense qui n'a d'autre effet que de jeter le trouble & la confusion dans les esprits.

L'expérience est le seul maître de l'économie pratique : science la plus difficile de toutes , parce qu'elle varie selon le temps, les lieux, les circonstances. La vie de l'homme est trop courte pour la perfectionner dans toutes ses parties. On peut dire le même en général de la banque , qui contient en elle-même des détails immenses toujours nouveaux, & qui, à cause de cela, demande une application toujours nouvelle. Si l'on pouvoit douter de cette vérité , il n'y auroit qu'à s'adresser à MM. Girardeau & Aller, M. Malet, MM. le Couteulx, & sur-tout à M. le Chevalier Lambert, qui, sans être Banquier par état, connoît toutes les perfections attachées à cet état. Ils diront tous qu'après trente ans de travail, il leur arrive souvent des cas qui mettent leur expérience en défaut. Comment M. le Comte de Mirabeau seroit-il Financier, lui qui n'a connu d'au-

tres finances que celles qu'il a dissipées? comment connoîtra-t-il la banque? lui qui n'a jamais été Banquier. Livré aux plaisirs & aux amusements frivoles d'une jeunesse dissipée, il n'a pas eu le temps de s'adonner à ce travail assidu qu'exige la science du Gouvernement économique. Il s'est si peu appliqué à la littérature dans ce premier âge, (le seul où elle peut faire des progrès,) que quelqu'un a dit fort plaisamment, qu'avant ses lettres de cachet, il ne savoit pas cacheter une lettre.

Pour se justifier par avance des invectives qu'il va publier contre cet homme d'Etat, il met en avant ce problème; savoir, *si on peut régénérer, où même réformer ce pays-ci, sans attaquer aussi véhément les personnes que les choses?* Je ne connois point d'interrogatoire de cette force: C'est demander la permission d'être méchant impunément; c'est vouloir s'arroger littéralement le droit d'insulter qui l'on veut. Il n'est per-

mis qu'à un sauvage de la Louisiane de faire cette question. Pour nous , il suffit d'avoir les premières notions du droit civil ; d'être instruit des égards que les hommes se doivent les uns aux autres ; de connoître les loix établies , pour empêcher qu'un individu n'en offense un autre , sur - tout d'être élevé dans cette urbanité & cette politesse qui forment le caractère de la Nation Française.

On a déjà dit à M. le Comte de Mirabeau dans une réponse qu'on lui a faite , *que l'esprit de méchanceté est un mauvais missionnaire , qui n'a jamais converti ni les hommes ni les Gouvernemens ; que la douceur & la modération peuvent seules produire cet effet.*

Pour l'ordinaire , le ressentiment qui naît des personnalités , donne naissance à des écrits qui dévoilent les mystères d'iniquités qui devroient restés ensevelis dans la nuit obscure de la vie privée d'un Ecrivain. Sans les invectives que M. le Ccmte de Mirabeau a lâchées con-

tre des personnes dont il a publié les noms , Paris & le reste de la France n'eussent point été informés de cette longue suite de scélératesses dont on l'a accusé. Il est vrai que ce sont des libelles ; mais ceux-ci quoique dictés par un esprit de vengeance , laissent une impression , qui de la personne de l'Auteur passe dans ses ouvrages : or, lorsqu'un Auteur est diffamé , son livre est méprisé.

Cette premiere lettre de M. le Comte de Mirabeau à M. de la Cretelle, ne contient rien ; car on peut appeller de ce nom , un écrit qui ne rapporte que des faits sans preuves , des allégations sans assertion.

Dans la seconde , il est question d'abord du démêlé entre M. Necker & M. de Calonne , au sujet du *déficit* ; procès , dit-il , auquel il ne prend aucune part : cependant il faut pour l'intérêt de sa brochure , que le Compte rendu de M. Necker soit mal rendu.

Il ne le dit pas formellement; mais il le fait entrevoir indirectement. Il est vrai que ce long préambule au commencement de celle-ci, n'est là que pour remplir des pages. Tout Auteur qui est payé à la feuille, doit faire des feuilles. Il faut qu'il grossisse sa brochure pour remplir le *déficit* de ses besoins; *déficit* qui lui a mis la plume à la main.

Cependant il faut voir avec quelle adresse il s'y prend, pour dire que la dernière administration des finances, est moins mauvaise que l'ancienne, & qu'il y a un peu plus de probité, ou au moins plus de sincérité. » Je ne saurois croire, » dit-il, que dans l'examen du Compte » rendu, M. de Calonne ait été de » mauvaise foi, il n'y avoit aucun inté- » rêt contraire. Il me semble, reprend- » il, que M. Necker s'oppose trop les- » tement, & même trop souvent, qu'on » ne s'occupe que de lui. M. de Ca- » lonne armé de toute la puissance roya- » le, n'avoit pas le plus léger besoin

» de fusciter une accusation contre M.
 » Necker devenu un simple particulier.
 » Le Ministre ne pouvoit même , si l'ac-
 » cusation étoit dépourvue de preuves,
 » que s'exposer gratuitement à un senti-
 » ment fort vif, si ce n'est à un danger
 » très-réel, puisque assurément M. Nec-
 » ker ne laisseroit pas passer une telle
 » accusation sans la désavouer ».

C'est engager le lecteur à croire ce qu'il fait semblant de discuter.

Cependant ce ne sont là que de petites escarmouches particulières en attendant le moment de l'action générale; mais il lui faut un manifeste pour déclarer une guerre ouverte à M. Necker. Je laisse ici à part tout ce long verbiage, tous les jeux de mots, toutes les ironies, toutes les offenses & les invectives personnelles, toutes les plaisanteries froides & insipides dont il remplit quinze ou vingt pages entières, pour passer tout d'un coup à la grande affaire.

M. Necker a fait des emprunts , au lieu de mettre des impôts , & par-là , il a ruiné la France , en faisant perdre au Roi une somme considérable. Voilà le reproche qu'il lui fait , & qui , selon lui , rend son ministere odieux. Je suspendrai , pour un moment , toute réflexion sur ce reproche.

D'abord c'est une grande question en économie politique , de savoir si dans un emprunt , c'est un mal que les sujets aient l'avantage sur le Roi. Pour juger cette question , il faut se mettre bien dans l'esprit ce que c'est que le Gouvernement Monarchique. C'est une grande famille où le Prince est le pere , & les sujets les enfans. Cette société mutuelle rend les intérêts communs. De quelque côté que penche la balance des richesses , elle se rapporte au centre de la famille ; c'est un point où aboutissent toutes les lignes de la fortune publique. Peut-être faudroit-il même que pour le bien de la République , l'avantage fût

du côté des Sujets , parce que l'agriculture , l'industrie , les arts & le commerce fleuriront dans la proportion de cet avantage. Le Roi n'est que le simple économe des richesses générales. Si une fois pour toutes on se formoit des idées justes sur cette premiere branche de l'administration économique , on ne verroit pas des Ministres se tourmenter l'esprit pour imaginer des systêmes de finances , qu'on regarde mal combinés , lorsque dans les empunts , les avantages sont plus en faveur du peuple , qu'en faveur du Prince.

S'est - on jamais plaint dans une famille particuliere , que le pere ait trop favorisé ses enfans , non : voilà le Gouvernement Monarchique.

Que dans un emprunt le Roi paie trop , le mal n'est pas grand. *Vice-versâ* ; que les Sujets paient beaucoup , leur ruine se tournera contre l'aisance publique. Si l'Etat proportionne sa fortune à celle des particuliers , l'aisance des parti-

culiers fera bientôt monter sa fortune de l'Etat. Tout dépend du moment, dit l'Auteur de l'Esprit des Loix. Le Roi commencera - t - il par appauvrir ses Sujets pour s'enrichir, ou attendra-t-il que ses Sujets à leur aise l'enrichissent ? Aura-t-il le premier avantage ou le second ? commencera-t-il par être riche, ou finira-t-il par l'être ? problème que Louis XVI, le plus juste de tous les Rois peut définir, & qu'il n'y a peut-être que lui en France qui puisse le définir.

M. le Comte de Mirabeau qui ignore que ce n'est pas toujours un mal que les emprunts que fait le Roi soient à l'avantage des Sujets, publie de longs calculs qui prouvent une perte considérable sur ceux auxquels le Ministre l'a engagé. Ces calculs ne sont pas de lui ; il ne fait pas l'arithmétique ; il n'y a mis que sa main d'œuvre, c'est-à-dire, les remettre à l'Imprimeur de la main à la main ; & quoiqu'il cite souvent Barême, il ne connoît de lui que ses Comptes faits,

comme les calculs qu'on lui remet tout faits.

Je ne prétends point diminuer ici le mérite de ces calculs ; ils sont justes quant au fait , mais ils ne le sont pas quant au droit. Je dis droit ; car si un Ministre qui sacrifie une somme de cent quarante-sept millions pour faciliter un emprunt , épargne six cents millions , il y gagne tout ce que cette perte lui procure de profits au-dessus. Je voudrois qu'on mît dans ces calculs des chiffres politiques , & non pas des nombres arithmétiques , comme on le met dans les comptes de recette & de dépense des Négociants.

Pour juger des opérations d'un Ministre , il faut se mettre à la place où il étoit lorsqu'il opéroit. Il est certain que sous l'administration de M. Necker , la France éprouvoit une crise qui mettoit le Royaume en danger. La guerre avoit causé une révolution générale dans les finances , les coffres du Roi étoient vuides. Le service de terre & de mer

étoit à la veille de manquer ; il falloit de l'argent. Il n'étoit pas question de la forme pour en trouver , il s'agissoit d'en avoir & en avoir sur le champ. Le moindre retard eût pu causer un grand mal. On ne peut sans frémir , envisager de sang froid , les vicissitudes qu'eût éprouvé la France sans un secours prompt & suivi. Les préparatifs de la guerre & les premières opérations coûtoient déjà au-delà de six cents millions qui eussent été perdus pour l'Etat. Et non-seulement on perdoit cette somme , mais même les avantages qu'on avoit remportés sur les ennemis , avantages qui , outre l'argent , avoient coûté beaucoup de sang. On perdoit le fruit des campagnes passées , & celui que nous pouvions acquérir sur celles à venir. Qui ne fait que la moindre invasion que l'ennemi eût fait sur nos côtes , eût coûté deux fois plus à l'Etat , que l'emprunt ne lui en coûtoit ?

On doit encore observer que M. Necker étant étranger , & de la même re-

ligion des ennemis , on auroit pu le soupçonner d'être de connivence avec eux. Dans les tems malheureux on soupçonne tout. Alors on n'eût pas manqué de lui reprocher qu'ayant pu faire de l'argent par toutes sortes de moyens, il n'eût point pris les plus courts & les plus prompts ; car telle est la prévention où on est à l'égard des Ministres , qu'on leur reproche , non - seulement ce qu'ils font, mais même ce qu'ils auroient dû faire.

Dans l'administration économique , c'est toujours le temps qui décide. Il en est où les Ministres doivent sacrifier beaucoup pour prévenir le mal qui pourroit causer la ruine de tout.

Certainement on ne peut pas accuser le grand Colbert d'avoir voulu dissiper les finances de la France. Cependant on le vit une seule fois perdre dans un emprunt soixante millions pour en avoir quinze ; c'est que ce sacrifice étoit nécessaire pour le bien public , qui , en politique , est la premiere loi. Lorsqu'un

Etat est en danger , il n'est plus question de la somme , il s'agit de l'en tirer. Cette petite somme sauva le Royaume dans un temps où l'on croyoit tout perdu.

Le siècle de Louis XIV. est plein de ces sacrifices ; & si ce grand Prince avoit fini de regner avec autant de gloire qu'il avoit commencé ; si ses foiblesses personnelles n'avoient affoibli son Gouvernement , la France malgré les dépradations de ses finances , se fût élevée à un degré de gloire & de grandeur , où elle n'étoit jamais parvenue depuis sa fondation.

Si M. Necker avoit disposé du trésor royal en temps de paix ; si la tranquillité générale de l'Europe avoit pu lui donner le loisir de réfléchir mûrement sur l'administration dont le Roi l'avoit chargé , il eût changé de système. On fait que les finances étoient dans un désordre affreux ; que l'argent manquoit totalement. Il n'est pas douteux que l'économie entra dans son premier plan ;

mais il fut forcé de céder au temps, & à se prêter aux circonstances dans l'espérance d'en trouver un plus favorable pour remplir le vuide qui se formoit dans le trésor royal : semblable au pilote habile qui ayant un vent contraire, ne s'éloigne du port que pour y arriver plus sûrement.

Cependant , malgré la vérité de ce calcul, il n'est pas vrai que les emprunts soient plus onéreux que les impôts. Il y a un grand vice dans tous les systèmes de M. le Comte de Mirabeau; c'est qu'ils sont dénués de principes, & par conséquent de preuves. Il ne remonte point à l'origine des choses. Dans la levée des deniers publics , il confond l'emprunt avec l'impôt, deux choses bien différentes.

» L'impôt , dit le politique du siècle,
 » est cette portion que chaque citoyen
 » donne de son bien, afin d'avoir la sû-
 » reté de l'autre. Pour bien fixer celle-
 ci , il faut avoir égard aux nécessités

de l'Etat , & aux nécessités des citoyens. Il n'y a rien que la sagesse & la prudence doivent plus régler que cette portion qu'on ôte , & cette portion qu'on laisse aux Sujets.

Un Gouvernement qui auroit là-dessus les idées les plus justes , feroit le plus parfait de tous les Gouvernemens. C'est le défaut de celles-ci qui ruina l'Empire Romain , qui ruine les Monarchies modernes , & qui ruinera toujours celles qui leur succéderont.

Lorsqu'un citoyen a fourni aux charges de l'Etat , relativement à ses facultés , il est juste qu'il jouisse paisiblement de celle qui lui reste , sans quoi sa condition seroit pire que celle d'un esclave ; il ne sauroit jamais ce qu'il a en propriété , ce qui rendroit tous les jours son sort plus incertain.

Les emprunts n'ont aucun de ces inconvéniens , ils ne sont point obligatoires ; l'arrêt qui les déclare , n'annonce rien autre que les besoins de l'Etat ; c'est

à chacun de s'y prêter, ou de ne pas s'y prêter. On peut être citoyen sans contracter avec le Roi : aussi ces levées d'argent ne regardent gueres que la première & seconde classe de la République. Pour l'ordinaire il n'y a que des gens aisés qui avancent des sommes à l'Etat. Le fort de l'opération de l'emprunt roule sur les capitalistes, race d'hommes qui ont besoin d'un dépôt, dont l'intérêt leur assure le revenu de leur capital.

Ces levées d'argent se font de proche en proche. En France les emprunts pour le Roi ne s'étendent gueres au-delà de la Capitale du Royaume. Paris, ce gouffre qui absorbe tout, rend tout. Si le Gouvernement faisoit prendre note de ceux qui ont fourni leur argent au trésor royal, sous l'administration de M. Necker, on trouveroit que ces emprunts n'ont porté que sur un certain nombre de particuliers; observation qui a échappé jusqu'ici à ceux qui ont fait.

des remarques sur les impôts & sur les emprunts.

Les impôts portent sur le Laboureur, & sur ceux qui font valoir les terres, ce qui diminue leur produit : ils donnent des bornes au commerce par les entraves qu'ils y mettent ; ils diminuent la main d'œuvre, en augmentant les besoins physiques de ceux qui la font valoir.

Lorsqu'on ne fera pas la différence de l'impôt sur les terres, d'avec l'emprunt sur l'argent, on confondra toujours deux choses, qui par leur nature doivent être séparées. Je fais bien que je dis ici des choses nouvelles ; mais si elles sont vraies, elles sont très-anciennes.

En général on croit que la levée des deniers, de quelque manière qu'ils soient perçus, retombe toujours sur les productions de la terre ; mais on croit mal. Depuis que les mines du nouveau Monde ont donné plus d'argent à l'Eu-

rope qu'elle n'en devroit avoir ; depuis que les richesses sont inégalement partagées ; depuis qu'on peut acquérir des sommes considérables par des spéculations de commerce, les emprunts royaux sont devenus eux-mêmes un commerce actif, que les seuls gens riches font. Ce n'est pas que les dernières classes n'y participent ; mais je dis qu'elles y participent moins que les premières.

Voici d'autres réflexions. L'impôt double la taxe par sa perception, au lieu que l'emprunt se fait de la main à la main : il ne faut point de Directeur ; il ne faut point de Commis ; il ne faut point de Rats-de-cave, & autres Employés destinés par leur état à la vexation publique : tout se passe entre le Prince & les Sujets. Règle générale ; en matière de finances, l'opération directe vaut mieux que la réfléchie ; c'est que les détours & les monopoles de la levée de l'impôt, font naître de nouveaux impôts.

S'il avoit été possible de fixer les revenus de la Couronne , sans établir les Fermes générales , (comme on la proposé plusieurs fois inutilement) on eût épargné au peuple une seconde ferme plus onéreuse que la première , sans compter le spectacle scandaleux des fortunes prodigieuses des Fermiers qui affligent plus les peuples que la vexation d'où elle tire leur naissance.

Il y a encore cette différence entre ces deux manieres de lever la taxe , que l'une a un terme , & que l'autre n'en a point. Depuis cent ans , on a acquitté trente emprunts , & l'on n'a pas éteint un seul impôt. On diroit que celui-ci est un bien de main-morte , qui une fois perçu , doit se percevoir toujours. Ce n'est pas que les arrêts ne soient précis là-dessus : rien de plus clair que la maniere de s'exprimer à cet égard. On les établit pour des besoins pressants qui ne doivent avoir d'autres termes que ceux-ci ; mais les besoins finissent , &

l'impôt reste. Nous payons de nos jours des impôts qui furent établis sous le règne de Henri IV., avec cette différence qu'ils ont augmenté par la variation qui s'est faite dans la monnoie.

Si M. Necker avoit levé par des impôts toutes les sommes qu'il a procurées au Gouvernement par les emprunts, il eût ruiné l'Etat, parce que la taxe auroit augmenté considérablement. Il me suffit d'un seul exemple pour le démontrer. La dernière guerre de l'Amérique a coûté douze cents millions; il auroit donc fallu mettre deux milliards quatre cents millions d'impôts pour subvenir à toutes ces dépenses. Il ne s'agit point ici de savoir si l'alliance des Insurgents valoit cette somme; cette question appartient à l'Histoire Politique de France.

Pour résumer, on avoit tant imposé avant l'administration de M. Necker, qu'il étoit impossible que ce Ministre établît de nouveaux impôts, sans se ren-

dre odieux ; & on fait que lorsqu'un homme d'Etat s'est acquis une fois cette malheureuse réputation , il ne peut plus faire le bien.

Malgré ces convictions aussi claires que convaincantes , M. de Mirabeau donne ainsi sa solution sur le *deficit* des finances.

» L'Ex - Directeur , dit - il , a causé
 » dans un seul emprunt , par un mau-
 » vais calcul , une perte de cent qua-
 » rante - sept millions quatre cent un
 » mille livres à la France.

Ne diroit-on pas , à cette déclama-
 tion , que M. Necker , par une fausse
 supputation , a causé ce vuide dans le
 Trésor royal , & qu'au moment qu'il
 écrit , il faut que chaque François met-
 te la main à la bourse pour y suppléer :
 ne croiroit-on pas , dis-je , que l'Etat
 affaîssé sous le poids de cet emprunt
 mal combiné , éprouve tous les maux
 attachés à une grande perte réelle. Il
 faut jeter un coup d'œil sur ceci.

Là , où l'effet parle , les chiffres doivent se taire. Je ne m'arrêterai que sur l'emprunt viager que M. de Mirabeau regarde comme le plus onéreux. Si le Gouvernement fait prendre note de ceux qui se présenteront au Trésor royal , pour recevoir leurs six derniers mois échus , soit sur une tête ou sur plusieurs , on verra clairement par le nombre des morts , que l'intérêt des actionnaires qui reste calculé par cette diminution , n'est gueres plus aujourd'hui qu'à six & demi ou sept pour cent. Même supputation pour les derniers six mois des cinq premières années à l'avenir , dont l'intérêt ne sera gueres alors qu'à quatre ou quatre & demi pour cent ; ainsi du reste , jusqu'à l'extinction de l'emprunt , qui sera dans vingt-deux ou vingt-quatre ans , selon le cours ordinaire de la vie de l'homme prise en total.

Il est donc clair , malgré le nombre prodigieux de chiffres que M. le Comte

de Mirabeau produit dans ses calculs, qu'au bout de ce terme, le Roi n'aura payé, en général que cinq pour cent, pour un capital dont l'extinction restera à son profit.

A l'égard des sommes remboursables en différentes époques de vingt - deux ans, on a déjà vu les raisons qui engagerent ce Ministre d'acheter de l'argent à ce prix. Dans les emprunts numéraires comme dans les négociations politiques, il y a des temps où il faut savoir perdre beaucoup, pour gagner davantage. C'est alors qu'il faut placer les nombres d'arithmétique suivant la position des temps, & non pas selon l'ordre numéraire des chiffres.

M. de Mirabeau continue d'insulter ainsi cet homme d'Etat : *M. Necker, dit-il, est un conspirateur actif & sombre, qui vit des délations & des méfiances, dont l'ambition insatiable, l'orgueil féroce, ne composeront jamais avec aucune autre ambition ni avec aucune autre*

orgueil. Ses talens sont médiocres, sa morale est équivoque, son caractère est odieux, ses formes sont repoussantes, tout le monde le craint, & personne ne l'aime, &c. &c. O François ! souffrirez-vous qu'un homme sans aveu, qu'un individu sans crédit, un être sans confiance, fasse un portrait aussi diffamant d'un homme d'Etat que vous avez estimé, & que vous estimez encore ; un Ministre laborieux, actif, vigilant, infatigable, dont tous les travaux se sont rapportés au bien de la République. Cependant malgré ces traits hideux, il craint qu'on ne lui confie une autre fois la clef du Trésor royal. Ses appréhensions sont des plus vives, les paroles suivantes le décelent. » On voit, dit-il, parmi ceux qui se piquent d'être bons citoyens, des partisans de M. Necker, » assez fanatiques, pour oser faire une » guerre indécente & scandaleuse, vraiment coupables à la volonté du Roi, » & s'efforcer de replacer cet homme

» redoutable dans le sanctuaire des finan-
 » ces & de l'autorité. Ont-ils bien ré-
 » fléchi , ou sont-ils bien indifférents
 » à l'opinion injurieuse que ce retour
 » pourroit causer à l'administration ».

Et comme si ces injures ne suffisoient pas , il couvre des pages entieres des dangers qu'il y auroit de remettre à la tête des affaires , un Ministre sans talens , sans connoissances , privé de lumieres & de savoir.

Pour achever de rendre son caractere plus difforme , il le compare au despote qui gouverna la France sous le règne de Louis XIII , & à Cromwel qui fit mourir son Roi sur l'échafaud... Haineux , dit-il , implacable comme le premier , sévere , mystique & ambitieux comme le dernier.... On laisse à juger si ces deux portraits vont à M. Necker , sur-tout si ce citoyen a quelque chose de commun avec Cromwel , tyran de l'Angleterre.

Après cette fausse ressemblance :

Ecce homo , dit-il , voilà l'homme qu'on voudroit donner de nouveau à l'administration.

Mais la calomnie a beau vouloir noircir les Ministres par des traits envénimés , leur caractère reste en dépôt dans les annales de la Monarchie , d'où il passe à la postérité.

L'Histoire moderne nous apprend que Sully étoit citoyen , qu'il vouloit réformer les abus de l'Etat ; que Richelieu étoit un politique profond ; que Colbert aimoit les arts ; que Lionne donnoit de l'émulation aux sciences ; que Louvois connoissoit cette partie d'administration qui fait gagner des batailles ; que Fleury étoit économe , ami de l'ordre & de la retenue , &c. Mais aussi elle nous dit que Mazarin étoit un malhonnête homme , Chamillard un mauvais Ministre , Law un aventurier , Dubois un impie , & que plusieurs hommes

d'Etat qui vinrent après ce dernier, causerent plus de confusion dans l'administration économique, qu'ils ne rétablirent l'ordre dans le Gouvernement politique.

Je finirai cette réponse par une anecdote qui tranche la question dont il s'agit ici. Un Négociant de beaucoup d'esprit, ayant parcouru la dernière brochure de M. le Comte de Mirabeau contre M. Necker, dit après l'avoir lue ;
 » je n'ai pas le temps, dit-il, de faire
 » réponse à son livre, mais si je l'avois,
 » voici celle que je lui ferois : qu'on
 » persuade, dirois-je à la Bourse sur des
 » probabilités appuyées par des convictions,
 » que cet ancien Administrateur
 » va paroître de nouveau à la tête de
 » l'administration, & aussi-tôt on verra
 » la confiance publique renaître, tous
 » les coffres qui sont fermés s'ouvrir,
 » l'argent devenir commun, les finances
 » se multiplier, les effets royaux gagner
 » vingt pour cent, & trente millions

(31)

» de plus passer à la Caisse d'Escompte :
» voilà mon livre : il est bien petit ;
» mais c'est le plus gros qu'on puisse
» faire sur cet homme d'Etat.

F I N.

(31)

the gallery in Castle B. Florence
the man lives: it is his power
K. Reynolds
the man lives: it is his power

FIN

